

Crise et récession :

Allons-nous revivre les années trente ?

Un article de John Mullen

Les années 1920, c'était « les années folles ». Jamais encore la croissance n'avait été aussi forte: aux Etats-Unis la production d'automobiles fut multipliée par 2,5, et celle de réfrigérateurs par près de 10. En 1927 une Ford T se montait 4 fois plus vite qu'en 1923 et son prix était passé de 1500 dollars à 600 dollars. Des biens de consommation jusque là réservés aux plus riches commençaient à se diffuser. Le président américain Calvin Coolidge prédit au début de 1929 une prospérité grandissante et toujours mieux partagée de l'ensemble de la population.

Certes la guerre n'était pas oubliée, notamment en Europe. Les millions de mutilés de guerre, les millions de veuves et d'orphelins viennent constamment rappeler l'horreur de la guerre. Mais chacun était convaincu que jamais les hommes ne revivraient une telle barbarie.

La croissance ne profita pas à tous de la même manière. Mais une grande partie de la population espère que, si la vie était encore dure, ses enfants profiteraient énormément de cette prospérité économique. La radio, l'électricité, le gramophone, n'étaient plus réservés aux riches. Le Jazz et le cinéma vivaient leur âge d'or. En France, la Samaritaine construisit un deuxième magasin géant pour les classes moyennes grandissantes et on commençait à construire des logements sociaux en grand nombre. Le premier ministre promettait la fin définitive de « la politique de l'austérité ».

Krach !

Un boom immobilier et de grands profits spéculatifs caractérisèrent la fin des années 1920 ; mais la rentabilité pour les patrons de l'économie réelle était insuffisante. La production industrielle avait déjà commencé à décliner début 1929 presque partout. Dans le monde de la finance des milliards de dollars migraient ici-là, tandis que les gouvernements essayaient désespérément de sta-

biliser leur monnaie. La bourse de New York s'effondra le 24 octobre 1929. Ce fut le « jeudi noir ».

Le 13 novembre les actions avaient déjà perdu plus de 50% de leur valeur. C'était la plus grave crise de l'histoire du capitalisme. Le krach entraîna la faillite des banques et par contrecoup celle de milliers d'entreprises, de centaines de milliers d'agriculteurs. De 1929 à 1933 le PNB américain chuta d'un tiers, l'investissement privé chuta de 90%, le revenu réel des travailleurs fut amputé de deux tiers. En 1933 plus de 13 millions d'Américains étaient au chômage, des bidonvilles apparaissaient autour des grandes villes américaines où des millions de familles ne pouvaient plus compter que sur la soupe populaire pour se nourrir.

Les pays européens furent frappés par le retrait des capitaux américains tandis que les pays pauvres furent durement touchés par la chute des cours des matières premières.

En France la production industrielle tomba de près d'un tiers, le chômage monte en flèche, et la majorité des chômeurs n'avaient pas droit aux allocations. Le racisme contre les immigrés italiens, polonais, russes, arrivés dans les années 1920, et contre les Juifs, se durcit aussi. Des marches de la faim partirent de Saint Nazaire ou de Lille sous le slogan « du pain et du travail ».



Années 30, le chômage de masse s'installe

L'Etat à la rescousse – Hitler et Roosevelt -

Contrairement à aujourd'hui, les gouvernements de l'époque, convaincus que le jeu normal du marché réglerait les déséquilibres tout seul, intervinrent peu au début de la crise. Pour les employeurs, le chômage de masse n'avait pas que des inconvénients, et les entreprises en faillite furent achetées pas cher par les survivantes.

Mais la grande dépression allait mettre l'Etat au centre de l'économie pour toujours. Déjà en Union Soviétique, l'Etat contrôlait toute l'économie. L'occident allait en partie suivre l'exemple. Bien qu'ayant un sens politique tout à fait différent, le New Deal de Roosevelt et l'« ordre nouveau » de Hitler représentaient tous les deux une intervention étatique à un niveau jamais connu auparavant.

Entre temps, en Allemagne, un million de petits commerçants ruinés formèrent la base du mouvement nazi qui voulait écraser toute organisation des travailleurs par la terreur et la violence de rue, soudant son mouvement dans la haine antisémite. Après avoir beaucoup hésité, les grands patrons choisirent de soutenir les nazis, malgré les risques pour eux. Hitler, parvenu au pouvoir, interdit toute organisation indépendante des nazis. Des dizaines de milliers de communistes, socialistes et syndicalistes, furent jetés dans les camps. Après avoir abaissé les salaires par l'interdiction des syndicats libres, le gouvernement hitlérien utilisa l'intervention étatique massive pour réduire le chômage. Des travaux publics massifs, autoroutes, ponts etc. fournissaient du travail pour les hommes, et les femmes étaient payées pour quitter leur emploi et retourner au foyer.

Aux États-Unis Roosevelt introduisit son New Deal. Plus de trois milliards de dollars furent dépensés en travaux publics, comme la construction de routes, d'écoles, d'hôpitaux et d'énormes projets



Grèves : Mai-Juin 1936, les usines sont occupées par les travailleurs
Une révolution manquée

hydro-électriques. Des camps de travail militarisés embauchaient près de deux millions de jeunes chômeurs qui s'occupaient du reboisement et de lutte contre les inondations.

Ces interventions étatiques eurent un effet limité. Le premier New Deal de Roosevelt laissait quand même le chômage au dessus de 24% de la population active. En Allemagne aussi, le chômage baissait peu.

Mais en 1935, le tournant en Allemagne vers un réarmement massif relança l'économie. L'industrie des armements a l'avantage, pour l'économie, de créer des emplois et utiliser des capitaux sans devoir chercher des consommateurs parmi les salariés. Aux USA aussi on investissait des milliards en navires et avions de guerre. Plus de 50 aéroports militaires nouveaux furent construits. Roosevelt mit la planification étatique au centre de l'économie, et elle fut acceptée par les capitalistes paniqués qui avaient jusque là dénoncé toute intervention de l'État. Mais c'est seulement la deuxième guerre mondiale qui sortira durablement l'économie mondiale de la récession.

Crise en France

La France subit les effets de la crise économique à partir de 1931. La lutte des classes s'accéléra. La gauche de la SFIO (l'équivalent du PS d'aujourd'hui) appelait à l'investissement pour les besoins sociaux. « Construire des casernes ? Non. Construire des écoles,

des hôpitaux, des maisons ouvrières ! » écrivaient-ils. « Construire des lignes stratégiques ? Non ! Créer des services d'autocars pour les communes déshéritées ! » Le Parti Communiste était très puissant, mais de 1928 à 1935, suivant les instructions de Staline, il rejetait toute unité avec les militants de la SFIO, qu'il dénonçait comme des « sociaux-fascistes ». Les travailleurs payeront cher cette erreur.

L'Action Française et les autres ligues fascistes croissaient rapidement, les Jeunesses Patriotes revendiquaient cent mille membres. Elles exigeaient la fin du régime parlementaire et une « solution autoritaire ». Le 6 février 1934, Place de la Concorde à Paris, les ligues manifestèrent. L'émeute fit 15 morts et 1 500 blessés. Contre cette tentative de coup d'état fasciste, les syndicats et la gauche appelèrent à une grève générale et des manifestations de masse le 12 février. La SFIO et le PCF voulaient manifester séparément, mais dans la rue les deux cortèges s'unirent scandant « Unité, unité ! ». La détermination du mouvement fort de ses quatre millions de grévistes écarta la menace fasciste.

Leçons

Mais la grande dépression n'était pas seulement une période de souffrance pour les travailleurs. Ce fut aussi un moment où les horreurs du capitalisme

poussèrent des millions de gens à se battre.

A Minneapolis aux Etats-Unis, en 1934, les camionneurs syndiqués menèrent des batailles de rue face à la police et leurs sbires. La grève fut victorieuse et la syndicalisation des camionneurs fit un grand bond en avant. Aux USA le nombre de syndiqués passa de 2,7 millions en 1933 à 7 millions en 1937, le nombre de grèves s'accrut de 1 856 en 1934 à 4,740 en 1937. En Espagne, les travailleurs prirent le pouvoir en Catalogne face au soulèvement de Franco. En France en 1934 la grève antifasciste ouvrit la voie aux occupations d'usine de 1936, qui arrachèrent des réformes importantes telles que le samedi chômé et les premiers congés payés.

Mais malgré cette politisation et tous ces signes de combativité les années trente se sont terminées par une guerre mondiale entre les puissances impérialistes. Ce fut le prix à payer pour la défaite du mouvement révolutionnaire international inauguré par la prise du pouvoir par les travailleurs en Russie – une défaite dont la clé était l'échec de la révolution allemande et la victoire d'Hitler.

La prochaine dépression sera différente de la dernière. L'intervention massive de l'État est automatique aujourd'hui, et le capitalisme a su mettre en place des mécanismes qui ralentissent la crise, comme les allocations chômage. Mais ils n'ont pas de solution sauf de nous faire payer.

